

# Entre rivalité et coopération

## L'entrelacs des intérêts géo-économiques en Afrique

*Mikhail Marguelov*

L'Afrique suscite aujourd'hui l'intérêt des États-Unis, de la Chine, des pays de l'Union européenne et de la Russie. Si les puissances renforcent leur présence sur le Continent noir, c'est avant tout afin de consolider leurs positions dans la compétition internationale pour les ressources naturelles, facteur fondamental pour leur sécurité nationale. Même les risques politiques liés à la conflictualité de la région ne les en dissuadent pas.

Au tournant de ce siècle, les experts relevaient une baisse d'intensité des conflits africains. Une nouvelle génération de technocrates désireux de conduire leurs concitoyens sur le chemin de la modernisation et de la croissance économique arrivait au pouvoir dans de nombreux pays. Mais le « printemps arabe » en Afrique du Nord a galvanisé des forces opposées à toute modernisation. L'influence des wahhabites d'Arabie saoudite et du Qatar ne cesse de croître, d'autant que le renversement de Kadhafi, Ben Ali et Moubarak a balayé le contrepoids laïque à cette mouvance. L'« arc vert » qui est en train de se former du Sahel à la Corne de l'Afrique fait planer une menace de premier plan sur le développement de la région à moyen terme.

### DE L'IMPORTANCE DE L'AFRIQUE

Les djihadistes sont prêts à profiter de tout conflit, quelle qu'en soit la cause. Au Mali, ils se sont ralliés au mouvement séparatiste des Touaregs revenus de Libye après la chute de Kadhafi. La situation était propice à un tel rapprochement : les djihadistes pouvaient participer aux opérations armées visant le régime de Bamako sous couvert de lutte de libération nationale.

Mais leurs véritables objectifs sont très éloignés de ceux des Touaregs. C'est probablement pour cette raison que ces derniers ont rapidement décidé

---

**Mikhail Marguelov**, Représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération avec les pays africains.

de rompre avec les extrémistes. L'opération militaire en cours au Mali n'est pas seulement une guerre locale avec l'intégrité de l'État pour enjeu : c'est aussi une nouvelle étape de la lutte anti-terroriste sur le continent africain. Les experts considèrent d'ailleurs que la nébuleuse internationale Al-Qaïda s'est impliquée dans le conflit malien. Toute victoire militaire dans ce pays ne sera très probablement que temporaire ; suivra sans doute une longue période de guérilla. Il n'en demeure pas moins que l'intervention armée était dictée par la nécessité. L'armée malienne est faible, alors que, d'après certaines estimations, la puissance des groupes djihadistes n'a rien à envier à la puissance combinée de toutes les armées régulières de la région.

L'État malien se trouve à un pas de la « somalisation ». Le séparatisme des territoires du nord peut avoir des répercussions non seulement dans d'autres régions du Mali peuplées de diverses ethnies, mais aussi dans les pays voisins. L'instabilité est décuplée par l'activisme des djihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, ainsi que par le groupe Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest, qui sont en passe de faire du Sahel tout entier une base terroriste.

La situation au Mali relève également en partie de la « guerre pour les ressources » qui fait rage partout sur la planète. Le Mali est l'un des principaux exportateurs mondiaux d'or, et son sous-sol renferme de l'uranium, en plus de divers autres minerais. À ce jour, certes, aucun gisement d'uranium n'est en exploitation au Mali, mais c'est le cas au Niger voisin – un pays dont une partie du territoire est peuplée de Touaregs. C'est une des raisons pour lesquelles la France, qui s'intéresse de très près à l'uranium, est intervenue au Mali, afin de prévenir une déstabilisation du Niger. Au vu de la puissance de l'industrie nucléaire française, il semble approprié de souligner que l'opération Serval revêt également un aspect géoéconomique.

La Russie souhaite la préservation de l'intégrité territoriale du Mali, mais elle considère que celle-ci doit être protégée par le recours aux moyens politico-diplomatiques plutôt qu'à travers une intervention étrangère. Cette position a été exprimée par le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un entretien avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika. La Russie fournit de l'aide aux autorités du Mali sur une base bilatérale, mais elle ne participe pas à la mission d'entraînement militaire qu'y conduit l'Union européenne, faute de base juridique appropriée entre Moscou et Bruxelles. Il n'est pas inutile de rappeler que plusieurs compagnies russes – Rosatom, Gazprom, Severstal – possèdent des intérêts économiques au Mali.

Bien sûr, l'Afrique connaît la faim, l'autoritarisme, la corruption, la pauvreté, les conflits armés. Mais les leaders des pays africains souhaitent mettre en œuvre

une politique économique rationnelle et attirer des investissements étrangers directs. En 2010-2011, les États d'Afrique sub-saharienne ont connu en moyenne une croissance de l'ordre de 5 à 5,5 % : du point de vue de cet indicateur, l'Afrique occupait alors le deuxième rang mondial. Des chiffres similaires sont prévus pour l'année 2013. Les experts affirment que les prix du pétrole en termes réels seront élevés à court terme, et augmenteront à mesure que la crise économique mondiale sera surmontée. Les prix des métaux resteront également à un niveau élevé, principalement grâce à la demande émanant de la Chine et des autres pays de la zone Asie-Pacifique.

Sur le continent africain, les tensions qui opposent les multinationales aux États souverains – autrement dit, le problème exprimé par la formule « un marché, beaucoup de pays » – se règlent généralement à l'avantage des États, en ce qu'ils soutiennent politiquement et économiquement l'expansion de leurs compagnies. La Chine, avec son économie centralisée, n'est pas la seule à se conduire de cette manière : les États-Unis et les pays de l'Union européenne en font autant. C'est-à-dire que, malgré la tendance à l'érosion du principe de souveraineté, les États défendent âprement leurs intérêts économiques et s'efforcent d'offrir, par des moyens politiques, des avantages concurrentiels décisifs à leurs compagnies nationales.

Cette pratique contredit l'idée, très répandue, d'après laquelle les multinationales seraient en passe de devenir les acteurs principaux de la politique internationale, évinçant les États et leur puissance militaro-politique. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si le grand jeu économique actuellement à l'œuvre en Afrique est généralement présenté comme une opposition entre les intérêts des États-Unis, de l'Union européenne et de la Chine, et non entre leurs compagnies. Quels que soient les différends qu'elles peuvent avoir avec leurs « patries » respectives, les multinationales se comportent comme des agents de leurs États d'origine.

D'après diverses estimations, l'Afrique recèle 12 % des réserves mondiales prouvées de pétrole, et représente 11 % de la production de la planète. Mais les intérêts économiques des acteurs internationaux ne se limitent pas au facteur pétrolier. Le continent possède tellement de ressources – titane, niobium, tantale, zirconium, etc. – qu'il est attractif même pour un pays aussi riche en minerais que la Russie. Il est à noter que si les multinationales exploitent les ressources naturelles en Afrique, ce n'est pas seulement pour combler les déficits de leurs pays dans ces domaines. L'accumulation de réserves apparaît également comme un préoccupation de premier ordre. Ce qui, soit dit en passant, constitue une illustration supplémentaire du fait que les multinationales ne négligent pas les intérêts stratégiques des États dont elles sont issues.

L'exemple le plus éclatant de l'implication de l'État dans la progression des compagnies nationales en Afrique est fourni par la Chine. Pékin offre aux dirigeants des pays africains des crédits avantageux et, souvent, non-liés. En outre, les Chinois n'imposent aucune condition liée à la démocratie ou aux droits de l'homme. La RPC s'est montrée particulièrement active au cours de la dernière décennie. Le « Forum sur la coopération sino-africaine » se réunit tous les trois ans depuis 2000. La part de l'Afrique dans les importations chinoises de pétrole approche les 30 % (les principaux fournisseurs sont les pays du Golfe de Guinée et le Soudan). Au total, la Chine entretient des relations d'affaires avec plus de cinquante pays africains, auxquels elle va allouer, au cours des trois prochaines années, quelque vingt milliards de dollars de crédits, soit deux fois plus que sur la période 2009-2012. Onze centres chinois ont été ouverts en Afrique. Ils facilitent les investissements, sécurisent les paiements, conseillent les hommes d'affaires, s'occupent des questions d'assurance, etc.. Un « Groupe de coopération commerciale, économique et technique et de coordination des relations avec les pays d'Afrique » travaille sous l'égide du Conseil d'État. Pékin a également créé un fonds doté de cinq milliards de dollars afin de soutenir et d'assurer les investissements des compagnies chinoises sur le Continent noir.

L'expansion géoéconomique de la Chine en Afrique est de nature à réduire l'influence des Occidentaux. De l'avis de la plupart des observateurs, cette question a été au cœur de la tournée africaine de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton à l'été 2012. Car les compagnies américaines présentes en Afrique s'appuient elles aussi sur les infrastructures de l'État. Laissons de côté les initiatives militaires, comme AFRICOM, dont l'un des objectifs est de protéger les gisements de ressources naturelles et leurs voies d'évacuation. On peut aussi rappeler, à cet égard, la « Stratégie pour les pays d'Afrique sub-saharienne » développée par le Pentagone en 2001. Non seulement ce document prévoit la participation des forces armées aux opérations de maintien de la paix, de lutte contre la criminalité organisée, etc. mais, en plus, il les charge de veiller à l'acheminement de ressources stratégiques en provenance d'Afrique.

Les intérêts politiques et économiques de Washington en Afrique ont été détaillés dans la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique adoptée en 2000. Par cette loi, la Maison-Blanche a créé en Afrique trois centres visant à contribuer à la compétitivité des produits américains sur le continent. Un « Forum sur la coopération commerciale et économique entre les États-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne » a également été institué. Un Conseil des entreprises pour l'Afrique, situé à Washington, est chargé de coordonner les activités des milieux d'affaires américains sur le continent.

Cette organisation existe depuis maintenant vingt ans, et près de deux cents sociétés américaines ont recours à ses services. Les entreprises ayant pris le risque de travailler sur le continent bénéficient du soutien des principaux ministères économiques des États-Unis. Selon les experts, 60 % du chrome, du manganèse, du platine et du cobalt importés sur le marché américain proviennent d'Afrique. En particulier, l'industrie militaire et énergétique américaine y puise près de la moitié de son cobalt.

#### LE RETOUR DE LA RUSSIE

La Russie est de retour en Afrique, après en avoir été quasiment absente, pour les raisons que l'on sait, dans les années 1990. À l'époque de la confrontation entre l'Union soviétique et les États-Unis, lorsque les anciennes colonies se divisaient entre le camp capitaliste et le camp socialiste, Moscou appliquait à l'Afrique une stratégie correspondant à la situation internationale de la Guerre froide. Aujourd'hui, la Russie cherche à développer une nouvelle stratégie, fondée sur des principes politiques et organisationnels modernes : il s'agit d'établir des relations d'affaires mutuellement profitables, mais aussi de fournir son assistance en matière d'aide humanitaire et de maintien de la paix, à la fois de façon bilatérale et par le biais des organisations internationales.

Longtemps, l'Afrique n'a pas été une priorité pour Moscou. Cette lacune est indigne du statut international de la Russie, qui est membre du Conseil de sécurité de l'ONU, du G8 et du G20 ; de plus, cela augmente la vulnérabilité de la Russie vis-à-vis de la menace que pose le terrorisme islamiste. On l'aura compris : le rétablissement des relations russo-africaines répond à une nécessité objective. Il est pratiquement imposé par les places respectives de la Russie et de l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui.

Une nouvelle étape de la politique africaine de la Russie s'est ouverte avec les visites effectuées par les présidents Poutine et Medvedev au Maroc, en Afrique du Sud, en Libye, en Algérie, en Angola, en Namibie, au Nigeria et en Égypte. Et même si, depuis, la situation en Afrique du Nord a changé, les objectifs de la coopération politique et économique formulés lors de ces rencontres au plus haut niveau de l'État demeurent d'actualité. Contrairement à l'opinion selon laquelle son « engagement mondial » serait faible, la Russie compte parmi les quinze premiers exportateurs de capitaux de la planète, et les experts s'accordent à dire que les compagnies russes correspondant aux critères définissant les multinationales sont au nombre de plusieurs dizaines. Sans même parler de l'adhésion russe à l'OMC. De même, on aurait tort de croire que nos relations économiques avec l'Afrique sont inexistantes ; c'est seulement que nous sommes encore loin d'exploiter toutes les opportunités que recèle cette coopération.

Mais d'ores et déjà, plusieurs grandes compagnies russes sont présentes sur le continent et y obtiennent des résultats tout à fait satisfaisants.

Rusal, Severstal et Gamma-Him sont implantés en Guinée. En Afrique du Sud, on retrouve le groupe Renova ainsi que Mechel. Alrosa, Technopromexport, Rosatom, Atomredmetzoloto et le consortium NIS, filiale de Gazpromneft, sont actifs en Angola. Le groupe Renova est également présent en Namibie, où Gazprombank entend lui aussi s'implanter. Rusal est également actif au Nigeria, où Gazprom et Atomstroyexport pourraient participer à certains projets. Les États africains sont toujours plus nombreux à développer avec la Russie une coopération basée sur les investissements : Guinée équatoriale, Botswana, Ghana, Libéria, Sierra Leone... L'Afrique du Sud ne souhaite pas seulement importer les produits russes de haute technologie, mais désire également les produire conjointement avec la Russie. Aujourd'hui, la Russie occupe le douzième rang en termes de projets d'investissements en Afrique du Sud, et le cinquième rang en volume d'investissements.

Sur le marché africain des armements, la Russie est également en train de rétablir ses positions d'antan. Rosoboronexport coopère avec quinze des quarante-sept pays d'Afrique noire. Les États africains veulent moderniser les équipements achetés à la Russie par le passé, et acquérir de nouveaux avions et hélicoptères. De l'avis des experts, il sera pourtant difficile de surmonter entièrement les effets de l'absence russe des années 1990, même si la coopération militaro-technique en Afrique peut encore être développée.

L'une des particularités de l'Afrique réside dans le fait que les négociations économiques sont étroitement liées aux relations politiques. En tant que représentant spécial du président russe, j'ai pu le constater personnellement : pour régler des questions plus ou moins importantes touchant à des intérêts économiques, il est indispensable d'échanger directement avec les dirigeants du pays. C'est la façon la plus efficace de promouvoir ses intérêts sur ce continent. Il est souhaitable d'entériner ces contacts par des visites de haut niveau, une correspondance soutenue, des échanges de messages officiels, etc.

À l'initiative du Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, un Forum d'affaires russo-africain a été organisé à Addis-Abeba en décembre 2011. Y ont participé des ministres de divers pays africains, dont le Tchad, le Mali et le Soudan, ainsi que des représentants de l'Union africaine et des dirigeants de compagnies russes et africaines. Les participants ont considéré cette réunion comme une première étape avant l'officialisation de la transformation de ce Forum en une sorte de « Davos » russo-africain permanent. Il est certain que ce forum d'affaires, tenu dans la « capitale diplomatique de l'Afrique », comme on surnomme Addis-Abeba, peut être le point de départ d'une vraie percée dans les relations russo-

africaines, pour peu qu'il devienne régulier et attire des participants au plus haut niveau, à l'instar du Forum sur la coopération sino-africaine. Il peut contribuer de façon substantielle à la création de l'infrastructure des relations commerciales et économiques russo-africaines.

En Afrique, la Russie revient de très loin. L'influence soviétique était fondée sur l'octroi de crédits avantageux et sur divers cadeaux. Les entreprises russes n'en ont pas les moyens ; quant à l'État russe, il n'a plus pour habitude de recourir à ces méthodes. Les compagnies russes sont relativement peu nombreuses en Afrique. Si des mesures ne sont pas prises, la Russie risque fort de laisser échapper une destination d'investissements et d'exportations très prometteuse. Pour mettre en œuvre un programme de relations économiques et commerciales sur le long terme avec l'Afrique, une stratégie géoéconomique est requise. Or une telle stratégie ne peut pas être élaborée sans un effort de l'État.

Il est indispensable de continuer, à tous les niveaux, de renforcer les relations avec les dirigeants de l'Union africaine, tout en concentrant nos efforts sur l'accroissement du rôle de cette organisation dans le règlement des problèmes intra-africains. Il convient également d'entamer un dialogue actif avec les nouvelles directions de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye. La Russie doit établir des contacts personnels et d'affaires avec ces leaders, et éviter d'employer une rhétorique hostile à leur égard. D'après les experts, les économies des pays post-révolutionnaires d'Afrique du Nord sont si exsangues que leurs dirigeants pourraient se montrer très désireux de nouer une coopération active avec la Russie, sur le plan économique et à d'autres niveaux.

Dans ce contexte, Moscou devrait proposer des rencontres et des conférences consacrées à la lutte contre le terrorisme au Maghreb, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Cela permettrait de renouveler l'ordre du jour avec l'OTAN et de consolider l'interaction des BRICS dans les domaines de la sécurité et de la coopération en Afrique. À l'heure actuelle, les États-Unis et l'OTAN sont pratiquement les seuls à se préoccuper du terrorisme sur le continent. Ce qui nuit à la compétitivité de la Russie. Celle-ci a donc intérêt à accroître autant que possible sa participation aux opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU et de l'Union africaine.

Nous devons également augmenter les quotas gratuits réservés aux étudiants originaires d'Afrique, y compris en vue de la formation des futurs cadres militaires. Dans le même temps, il apparaît nécessaire d'amplifier la participation des fonds d'aide, des volontaires et des entreprises russes au règlement des problèmes d'ordre humanitaire. Cela ajouterait de la crédibilité à la stratégie russe de « retour en Afrique » et démontrerait que la Russie tout entière souhaite la stabilité et la prospérité du continent. Tout cela serait très utile, mais pour

répondre au défi géoéconomique que constitue le retour de la Russie en Afrique, le plus important est que l'État augmente significativement son soutien aux entreprises russes.

Les intérêts économiques de la Russie exigent que les structures de l'État offrent un appui constant et varié à l'expansion des entreprises nationales à l'étranger. Ces structures doivent coordonner les activités des compagnies et des administrations pour les aider à accéder aux marchés et les protéger contre toute concurrence déloyale. Elles pourraient leur prêter assistance en négociant avec des États étrangers, en créant et développant des commissions intergouvernementales, en organisant des rencontres de divers niveaux, des conférences et des salons professionnels, en faisant un travail d'information professionnel. Conjointement avec les multinationales russes, ces structures étatiques doivent élaborer la stratégie et la tactique de l'expansion économique. Il incombe à l'État de relancer le lobbying de nos entreprises en Afrique et de leur offrir un soutien complet, notamment sur le plan politique.